

Début de l'épandage des vases de la Rance

Durant cinq semaines, des parcelles du centre de transit des sédiments de la Rance, à Saint-Samson-sur-Rance, vont se vider. La vase va être répandue sur des terres agricoles du secteur.

Reportage

Au centre de transit des sédiments de la Rance, à Saint-Samson-sur-Rance, près de Dinan, la vase se repose. Extraits du piège de Lyvet, situé dans l'estuaire de la Rance, les sédiments sont déposés dans ce centre où ils doivent y rester au minimum deux ans et cinq mois, c'est la loi. « **Quand on les extrait de la Rance, les sédiments sont considérés comme des déchets** », détaille Ronan Baudet, responsable des travaux de dragage et des sites de transit. « **C'est pourquoi nous les déposons ici. Il y a une décontamination et l'eau salée s'en va grâce à un système de grosse épaisseuse** », poursuit Yves Chesnais, élu à Saint-Jouan-des-Guérets (Ille-et-Vilaine) et président de l'EPTB Rance-Frémur (1), désormais en charge de ce site de transit. Après ce temps, les sédiments peuvent ainsi être valorisés et versés sur des terres agricoles. « **Ils ont de très bonnes qualités calciques et structurales, ajoute Ronan Baudet. Ils permettent notamment de réduire l'acidité des sols.** »

25 000 m³ de sédiments répartis

Mais avant d'être transférée, la vase doit être analysée. « **Nous devons vérifier que le taux de chlorure respecte bien la réglementation. C'est aussi ce qui va déterminer l'épaisseur à épandre dans les champs.** » Et quand tous les feux sont au vert, place donc aux transferts.

Lundi, les premières distributions de vase ont commencé. Les sédiments sont transportés dans un rayon de 8 km et concernent six exploitations situées à Plouër-sur-Rance, Pleudihen-sur-Rance, La Vicomté-sur-Rance, Saint-Hélen, Lanvallay et Langrolay-sur-Rance. « **Ce type d'épandage est soumis**



Ronan Baudet, responsable des travaux de dragage, Yves Chesnais, président de l'EPTB, et Anthony Leroyer, de l'entreprise Routière Perez, devant une pelleuse qui récupère de la vase.

aux mêmes réglementations que l'épandage classique », précise Yves Chesnais.

Ces transferts de sédiments sont réalisés durant cinq semaines, jusqu'au 10 octobre. Et pour être dans les temps, « **la flotte est composée de quinze tracteurs bennes par heure pour réaliser le transport des sédiments depuis le site de transit de la Hisse jusqu'aux parcelles réceptrices** », explique Ronan Baudet. Au total, 25 000 m³ de sédiments vont être répartis sur une surface de

48 ha.

Pour assurer le bon déroulement des opérations, les travaux sont chapeautés par une entreprise normande, Routière Perez qui travaille avec des transporteurs du coin. Les tracteurs bennes circulent de 8 h à 12 h et de 13 h à 17 h, il y aura donc un impact sur la circulation en journée, en particulier sur les axes routiers D57, D12, D29 et D795. « **Nous avons validé un plan de trafic avec les communes concernées et une balayeuse intervient toute la journée pour**

nettoyer les routes et les roues des tracteurs pour éviter d'éventuelles dangers », assure le président de l'EPTB.

Clémentine MERCIER.

(1) L'Établissement public territorial de bassin Rance-Frémur assure depuis le 1^{er} janvier la gestion du site de transit des sédiments de l'estuaire de la Rance à la Hisse (Saint-Samson-sur-Rance). Il était auparavant géré par l'association Cœur Émeraude.

Les salariés de Suez eau France mobilisés

Ils ont débrayé, hier, à Ploumagoar et Planguenoual. Ils protestent contre l'OPA lancée par Veolia, fin août.



Une partie des 120 salariés du siège de l'agence Suez Bretagne de Ploumagoar qui ont débrayé, hier.

Comme leurs collègues de toute la France, les 120 salariés et encadrants du siège de l'agence Bretagne Suez eau France de Ploumagoar ont débrayé durant deux heures, mardi 8 septembre 2020, de 9 h à 11 h, à l'appel de l'intersyndicale de Suez, pour dire non à l'offre de rachat de Suez par son concurrent Veolia. Dans son offre déposée le 30 août, le leader mondial des services à l'environnement indiquait vouloir racheter 29,9 % des parts d'Engie, actionnaire de Suez.

« Casse sociale »

Les syndicats s'inquiètent avant tout de la « **casse sociale** » pour les salariés. « **Il y aura des doublons sur des postes et ce ne sont pas les salariés ou les encadrants de Veolia qui seront mis en doute** », craignent Daniel Lanoë, élu CSE CFDT Suez grande région Ouest, et Nelly Mauxion, déléguée syndicale CFDT et membre de la coordination Suez. D'autant que Veolia « **a connu quatre plans sociaux ces dernières années**, relève Daniel Lanoë. Le PDG de Veolia, Antoine Frérot, indique qu'il n'y a

pas d'impact sur l'emploi mais on est inquiet pour les salariés. »

L'offre de rachat de Veolia porte sur le groupe Suez, hormis l'eau, qui serait rachetée par Méridian. « **On ne connaît pas cette société d'investissement** », s'inquiètent les élus CFDT. Si ce n'est que le « **siège est à Paris et qu'elle compte quelque 150 salariés** ». « **On est surpris qu'elle puisse racheter un tel groupe**, ajoutent-ils. Suez eau France compte 7 000 salariés. Quel poids aura-t-on sur les marchés des collectivités face aux grands leaders comme Veolia ou la Saur ? »

Engie a jusqu'au 30 septembre pour se décider. Les syndicats l'annoncent : « **On ne compte pas en rester là** », d'autres mobilisations sont prévues dans les semaines à venir.

À Planguenoual, les salariés de Suez en poste (7 sur 14 que compte l'entreprise) hier matin à l'usine de valorisation énergétique des déchets ont, quant à eux, cessé le travail pendant deux heures.

Pauline LAUNAY.

Sénatoriales : les Verts s'allient avec l'UDB

Michel Forget sera à la tête d'une liste d'union entre Europe-Écologie-Les-Verts et l'Union démocratique bretonne. Le conseiller municipal d'opposition de Dinan la présentait mardi à Plérin.

Europe-Écologie-Les-Verts (EELV) et l'Union démocratique bretonne (UDB) feront donc liste commune pour les sénatoriales du 27 septembre prochain. Deux stratégies étaient possibles pour les écologistes costarmoricains. D'une part, l'union avec les socialistes et les communistes. De l'autre, une ligne plus autonome, en compagnie de leur « **partenaire historique** » de l'UDB avec qui ils partagent des idéaux communs comme le fédéralisme. Après bien des tergiversations avec le PS, c'est cette dernière stratégie qui l'a finalement emporté.

« **Des négociations avec les socialistes ont eu lieu au niveau national et local**, précise Michel Forget, conseiller municipal d'opposition à Dinan et chef de file de la liste EELV-UDB. Elles n'ont pas abouti. On nous proposait une troisième place qui ne nous convenait pas. Elle ne prenait pas en compte la dynamique écologiste des dernières élections municipales... Nous souhaitons la deuxième place. Le PS a préféré recycler certains élus plutôt que de jouer l'ouverture. »

« **Désaccords nombreux avec le PS** »

Le positionnement du candidat écologiste sur une éventuelle liste d'union n'est pas le seul sujet de friction avec les socialistes et les communistes. Les « **désaccords** » sont même nombreux : « **Le PS et le PC soutiennent par exemple la politique agricole productiviste menée par la Région**, précise Michel Forget. Ils soutiennent également le plan Algues vertes que nous estimons insuffisant. Ils sont favorables au tout LCV et suppriment des lignes de TER. »

Bref, à six mois des régionales, le message des écologistes est clair. Il s'adresse aux forces de gauche. Et au PS en particulier : ok pour des discussions, plutôt au second tour. Et qui prennent en compte la vague verte



De gauche à droite : Jean-Luc Barbo, Michel Forget, Maryse Laurent, Raymond Géléoc et Sylvie Bourbigot.

de ces dernières semaines.

Michel Forget est donc à la tête de cette liste EELV-UDB. Aux côtés de l'élu dinannais : Maryse Laurent (UDB), adjointe à Ploufragan en charge du patrimoine communal, des travaux et des actions climatiques ; Jean-Luc Barbo, conseiller municipal à Coëtmeux, et vice-président en charge de la transition écologique et énergétique à Lamballe-Terre-et-Mer ; Sylvie Bourbigot (EELV), ancienne conseillère générale du canton de Perros-Guirec et Raymond Géléoc (UDB), vice-président à la communauté de communes Kreiz-Breizh, en charge de la politique des déchets. « **Cinq personnalités qui**

représentent bien le département et qui sont connues dans leur territoire », affirme Michel Forget.

« **La marche est très haute** »

Dans les prochains jours, la liste EELV-UDB va donc engager une « **campagne de proximité** » placée « **sur un triptyque de crise : crise écologique et climatique, crise sociale et crise démocratique.** » Et Michel Forget de préciser : « **Un groupe fort au Sénat contribuerait à réorienter les politiques publiques pour améliorer l'aménagement des territoires où il existe beaucoup d'inégalités sociales. Il permettrait également d'aider les collectivités locales à**

combattre le réchauffement climatique. Il favoriserait enfin le débat public au cœur des territoires. »

Même s'il reconnaît que « **la marche est très haute** », Michel Forget reste optimiste sur le résultat. « **Il y a beaucoup de nouveaux élus qui ne réagissent pas forcément avec une logique de parti...** » En fait, ce scrutin sera également et surtout l'occasion de mesurer combien l'écologie « **pèse** » dans ce département. Pour mémoire en 2014, la liste EELV, dont il était déjà à la tête, avait recueilli 76 voix (4,61 %) et la liste UDB de Philippe Coulaud, 38 suffrages (2,30 %).

Joël BIGORNE.

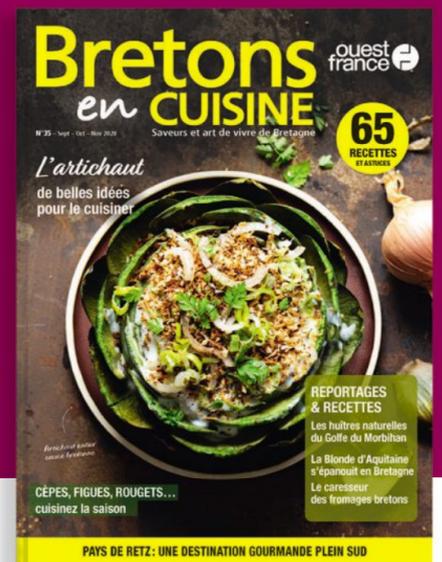
Les Côtes-d'Armor en bref

La Conf' veut en finir avec le paillage plastique du maïs

« **Paillage plastique du maïs : mettons fin à cette pratique insensée !** » Voilà l'objet du communiqué de presse de la Confédération paysanne des Côtes-d'Armor. Le 9 mai, des orages avaient causé des dégâts sur les semis de maïs sous bâches dans le Centre-Bretagne. Conséquence, plusieurs communes avaient demandé une reconnaissance de calamité agricole. « **Cette demande est un aveu de**

faiblesse du paillage plastique du maïs qui participe à la dégradation des terres agricoles (érosion, pollution par microparticules et traitements chimiques...). La Confédération paysanne des Côtes-d'Armor dénonce l'utilisation des fonds publics pour soutenir une agriculture qui repose sur des techniques incertaines et délétères », dénonce le syndicat agricole.

Le fait maison, délicieusement breton !



En vente en magasin et sur boutique.ouestfrance.fr

ouestfrance